Monsieur le Président de la République,

Dans un premier temps je veux ici m’offusquer de votre refus de respecter le droit d’expression et de mobilisation des syndicats à tenir une manifestation. Je me ferais donc l’écho de ce que ce petit peuple a à vous dire.
Je salue ici la lutte des professionnels de la santé des SDIS, hôpitaux et EPAD qui sont en action pour revendiquer de meilleurs salaires, et de pouvoir assurer leurs missions dans de bonnes conditions de qualité et de sécurité des soins.
Vous êtes ici à Epernay dans un bassin de vie marqué par l’activité du champagne, qui génère un chiffre d’affaire de plusieurs milliards d’euros chaque année.
Au-delà de l’image bien connue des vignes et des caves, Epernay est une ville de contrastes et d’inégalités, plus forts qu’au niveau national. Il y a ici 21 % de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, 7 points au-dessus de la moyenne nationale.
Le paradoxe ne s’arrête pas là, puisque même si l’argent coule à flot, il n’en est pas de même pour les finances publiques d’Epernay et de son agglomération. La réforme de la taxe professionnelle, le plafonnement et la baisse des dotations sont passés par là et favorisent des logiques d’austérité que la majorité municipale applique ici avec zèle. Une pente qui va s’accentuer avec la transformation de la taxe d’habitation.
Epernay est en quelques sortes, un terrain miniature de la France des inégalités, et un laboratoire avancé du libéralisme avec ses conséquences néfastes. Derrière la vitrine et le clinquant de cette petite ville, se cachent la disparition en marche des services publics, la précarité de l’emploi et des revenus, des loyers excessifs dans une ville chère, et des solidarités qui sont rognées insidieusement.
Ce modèle repose sur la mono-activité du champagne et un tourisme sûrement trop élitiste. Le tout est appréhendé comme une rente, avec des richesses qui ne ruissellent que très peu - vous n’en serez pas surpris.
Cela empêche de voire les nuages qui s’amoncellent, et avec les élus d’Epernay Avenir nous ne cessons d’alerter sur l’urgence de prendre les devants pour diversifier notre économie, anticiper les destructions d’emplois à venir dans la filière du champagne. Cette filière est marquée elle aussi par les logiques de financiarisation à outrance et de profit maximum qui fragilise à terme l’ensemble de l’édifice.
Ici comme au plan national, nous assistons à une course effrénée, et sans avenir, pour la concentration des richesses et son corollaire : la destruction de notre modèle social.
Je vous pose donc la question, Monsieur le Président de la République :
Alors que l’expansion et la crise du capitalisme provoquent partout sur la planète des dégâts considérables, génèrent ce que j’appelle le chaos libéral dans tous les domaines, économique, environnemental, démocratique, est-il opportun de démanteler ce qui a fait la force de notre pays, à savoir les solidarités, notre fameux amortisseur social ?
Et cela alors qu’une nouvelle et grave tempête financière et économique est en gestation.
Comme nombre d’élu-e-s et de nos concitoyen-ne-s, je suis inquiète. Je vois la colère mais aussi parfois le désespoir grandir. Je vois bien les dérivatifs qui sont mis en avant, ceux de l’extrême droite, des divisions et des racismes de toutes sortes. Nous assistons à la montée des obscurantismes et des néo-fascismes de par le monde.
N’aurions-nous pas retenu les leçons de la décennie maudite des années 30 ?
Nous ne souffrons pas de trop de solidarités, nous en manquons cruellement. Nous ne souffrons pas de trop d’investissements et de dépenses publiques utiles, nous en manquons. Et j’ajouterai que nous ne devons pas casser notre système de retraite par répartition, nous devons le développer quitte à viser les 15 % de points de PIB pour cela. Voilà qui serait moderne et ambitieux.
Mais il nous faut d’abord sortir de l’impasse dans laquelle votre politique a mené le pays, grâce à des mesures simples et radicales, de nature à ramener la paix civile et sociale : l’augmentation du SMIC, des salaires, des pensions et des prestations sociales ; la réduction du temps de travail ; le déploiement des services publics pour réduire la fracture sociale et territoriale ; le développement de transports gratuits ; l’extension des énergies propres.
Vous allez nous dire que ces mesures aggraveraient l’état de nos finances publiques.
Pas du tout ! Pour cela, il suffit de rétablir l’ISF, de taxer les transactions financières, de mettre fin au CICE – crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi – ou de le cibler, de supprimer les niches sociales et fiscales, de lutter contre l’évasion fiscale.
Il y a aussi d’autres pistes à explorer : est-il raisonnable, par exemple, de consacrer, tous les ans, des milliards à l’entretien de notre armement nucléaire ?
Nous avons salué l’irruption des invisibles dans le débat public. Cette émergence citoyenne nous invite également à repenser notre modèle institutionnel et démocratique, car cette crise révèle les maux profonds d’un régime à bout de souffle. La Ve République mérite d’être mise à la retraite d’office pour son soixantième anniversaire, tant sa dérive hyper-présidentialiste nourrit la défiance citoyenne. Vous n’entendez pas votre peuple, parce que vous êtes déconnectés du peuple.
Aussi est-il de notre responsabilité de vous stopper dans votre course têtue en faveur du capital vous êtes responsable du lien de confiance rompu entre le peuple et un exécutif déconnecté du peuple.
Nous communistes assumerons notre rôle d’explication, de construction et de rassemblement autour de perspectives de conquêtes et de reconquêtes sociales humaines comme cela a été possible de mettre en place la sécurité sociale au sortir de la guerre dans un pays dévasté par les armes alors qu’aujourd’hui il est dévasté par le pouvoir de l’argent.
Pour terminer, permettez-moi un peu plus de décontraction. Nous avons ici depuis peu, une montgolfière, un ballon captif. Il vient d’être mis en place par la municipalité, sans débat d’ailleurs dans la population.
Il a coûté près d’1,2 million d’€ aux contribuables sparnaciens, pour un niveau de fréquentation qui n’est pour l’instant pas à la hauteur. Ça, c’est pour la petite histoire locale.
Mais puisque cette infrastructure existe, j’en profite donc pour vous offrir une place. Vous pourriez ainsi prendre de la hauteur, et je l’espère, mesurer de là-haut l’état d’exaspération, de colère qui couve. Mais aussi l’espoir qui pourrait surgir si une politique de progrès était menée et qui pourrait nous apporter à toutes et à tous beaucoup d’oxygène.